

Rencontre ➤ L'élu mène une vie entre l'Élysée et Charleville-Mézières

# Les vérités de Boris Ravignon

Dans un entretien au long cours accordé à *La Semaine des Ardennes*, l'élu UMP fait le point sur les dossiers qui font l'actualité à Charleville-Mézières et dans les Ardennes.

Le TGV Est, il sait ce que c'est. Et pour cause : Boris Ravignon vit entre Paris, où il travaille à l'Élysée en tant que conseiller du président de la République, et Charleville-Mézières. Conseiller général (UMP) du canton de Charleville-La Houillère, conseiller municipal d'opposition : les sujets à aborder ne manquent pas. Souvent déterminé, polémique parfois, pour *La Semaine des Ardennes*, Boris Ravignon donne son sentiment, fait part de ses

convictions au gré des dossiers évoqués. L'engagement politique s'est imposé rapidement chez lui : «Lorsque j'étais petit, j'accompagnais mon grand père, qui était maire d'Aubigny-les-Pothées. Pour lui, être maire, c'était rendre service. Je me souviens qu'on venait le trouver le dimanche midi, pendant le repas familial, si, par exemple, une voiture avait renversé un chevreuil. Je voyais le plaisir qu'il prenait à se mettre au service des autres», se souvient Boris Ravignon. La prise

de conscience politique s'est précisée après le baccalauréat : «Je me suis rendu compte que mes camarades quittaient le département pour trouver du travail, avec de faibles chances de revenir un jour dans les Ardennes. À ce moment-là, j'ai réalisé qu'il y avait besoin de toutes les bonnes volontés pour faire bouger les choses.» Alors que son grand-père était maire socialiste, Boris Ravignon choisit une autre voie politique : «On avait parfois des discussions animées», confie le conseiller élyséen.

distantes que d'une vingtaine de kilomètres. Dans certains domaines, le rapprochement me paraît pertinent dans certains domaines, comme la cardiologie : l'hôpital de Charleville rencontre des problèmes depuis de nombreuses années.

**«Les hôpitaux publics de Sedan et Charleville s'ignorent. Ce n'est pas normal»**

Il n'y a pas de coopération, alors que ces établissements rencontrent des difficultés ; ils ont des problèmes en commun, en matière de démographie médicale, pour assurer certaines gardes.

Travailler ensemble, voilà la question à poser avant de mettre la polyclinique dans tout ça. Je trouve qu'en matière de santé, on cherche à faire peur aux gens : c'est le cas avec la maternité de Manchester, qui pourrait être déclassée. C'est faux. L'agence régionale de

**La Semaine des Ardennes :** Le directeur de l'agence régionale de santé a demandé aux directeurs des hôpitaux de Charleville, Sedan, mais aussi de la polyclinique du Parc, de travailler ensemble. Ne s'agit-il pas là d'une alliance contre-nature ?

**Boris Ravignon :** «Il faut d'abord se préoccuper de la collaboration entre les hôpitaux publics, qui pour le moment s'ignorent, alors qu'ils ne sont



## Il a dit

“ L'État n'abandonne pas la ville de Charleville-Mézières ”



Boris Ravignon

Selon l'élu UMP, la rénovation urbaine, l'installation récente de l'agence nationale des titres sécurisés sont la preuve de l'implication de l'État aux côtés du chef-lieu ardennais.

## Le chiffre

200

C'est le montant alloué au chef-lieu pour la rénovation urbaine.

## BIO EXPRESS

- Boris Ravignon suit un cursus scolaire sans encombre jusqu'au lycée Chanzy à Charleville-Mézières.
- Il intègre ensuite une classe préparatoire aux grandes écoles, qui le mène de l'Essec à l'Ena.
- Le jeune homme effectue son service militaire dans l'Armée de Terre, en partie consacré à la comptabilité analytique et au parachutisme.
- Il entame ensuite sa carrière dans l'administration en tant qu'inspecteur des Finances, à Bercy.
- Alors que Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy nomme le jeune Ardennais conseiller technique au Cabinet en charge des études et de la prospective.
- En vue de l'élection présidentielle, Boris Ravignon intègre l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy.
- En 2007, une fois que Nicolas Sarkozy est élu président de la République, Boris Ravignon devient conseiller du Président en charge du développement durable et de la prospective à l'Élysée.

santé est dans son rôle lorsqu'elle demande que les gardes pédiatriques soient assurées. Aujourd'hui, je souhaite un pôle public fort dans les Ardennes, ce qui passe par un rapprochement. Si le secteur public s'affaiblit, c'est à ce moment-là que les hôpitaux ou cli-

niques privés en profiteront. Voilà pourquoi Charleville-Mézières et Sedan doivent travailler ensemble. Ce mouvement aurait dû être engagé depuis plusieurs années déjà. Ce qui menace l'hôpital Manchester, c'est la permanence des déficits, il faut bien s'en occuper un jour !»

**-S.A. :** La ville de Charleville est nettement endettée. En période de crise, les investissements ne peuvent-

ils pas précisément soutenir l'activité ?

**-B.R. :** «Il faut savoir de quels investissements on parle. Certes, la création d'équipements nouveaux peut participer à l'attractivité de la ville, mais le vrai problème à Charleville-Mézières, c'est l'emploi. Le projet du parc du Val de Vence, le futur lotissement au Theux, ce n'est pas suffisant. Des investissements tertiaires doivent être faits, car dans les

Ardennes, on a un vrai déficit dans ce domaine. Il est question qu'autour de la gare soient installés les services de la communauté d'agglomération ; pour moi, ce serait un gâchis. Certains investissements mériteraient d'être regardés à deux fois. La MJC dans un nouveau bâtiment derrière la médiathèque, par exemple. Est-ce que c'est indispensable ? À quel coût ? À Charleville-Mézières, il n'y a plus de

capacité d'autofinancement et l'endettement commence à croître à la communauté d'agglomération. Les entreprises du secteur paient la fiscalité locale. Il y a des réalités financières. En 2009, l'État a vu ses recettes baisser de 25%, mais a maintenu ses dotations : il a donc servi d'amortisseur. Les dotations aux collectivités, cela pèse tout de même 99 milliards d'euros, dont 20 à 25 millions pour Charleville-Mézières.

Si la dotation de solidarité urbaine se réduit, c'est en raison de la baisse du nombre d'habitants. La majorité municipale est à la recherche d'un bouc-émissaire, alors que l'État continue à investir à Charleville-Mézières, rien que pour le programme de rénovation urbaine, il y en a pour 200 millions de travaux. L'État n'abandonne pas la ville de Charleville-Mézières.»



Propos recueillis par Hélène Foyer  
Photos : Roger Hugon